

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Octobre 2024

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 17\)](#)

États-Unis – Moyen-Orient

[À VENIR \(p. 18\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est très heureux d'accueillir son nouveau directeur, M. Martial Foucault, qui a été nommé directeur de l'IRSEM par le ministre des Armées et des Anciens Combattants à compter du 1^{er} octobre 2024.

Professeur des universités à Sciences Po Paris et directeur du CEVIPOF (CNRS, centre de recherches politiques de Sciences Po) entre 2014 et 2024, il aura pour mission de déployer, avec les équipes de l'institut, un projet scientifique fondé sur une approche interdisciplinaire, conciliant recherche théorique et appliquée. Son expertise sera mise au service du renfort du lien défense et recherche stratégique et de l'exploration des nouveaux champs de la conflictualité.

Martial Foucault a exercé plusieurs missions d'expertise auprès du ministère français de la Défense, du ministère français de l'Économie, de l'Agence française du développement, du ministère québécois des Finances publiques, de la Délégation générale pour l'armement, de l'Association pour les maires de France ou encore de la Commission européenne.

En 2024, il est le co-auteur d'un rapport remis au ministère des Armées et des Anciens Combattants sur le futur Plan Mixité 2024 des Armées.

Titulaire d'un doctorat de sciences économiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2004, il a soutenu sa thèse financée par la Délégation générale pour l'armement et le CNRS sur les modalités de financement de l'Europe de la Défense (thèse récompensée par l'IHEDN et le Conseil économique de la Défense en 2005). Il a ensuite été post-doctorant à l'Institut universitaire européen de Florence, affilié au Robert Schuman Center for Advanced Studies, avant d'occuper les fonctions de professeur agrégé au département de science politique de l'Université de Montréal entre 2006 et 2013 et directeur du Centre d'excellence sur l'Union européenne (McGill University/University of Montreal). Il a siégé entre 2016 et 2019 au comité national du CNRS pour les sciences

humaines et sociales. Depuis avril 2021, il est le directeur de la Chaire Outre-mer à Sciences Po.

En 2017, il a mis sur pied un dispositif d'enquêtes inédit à partir d'un large panel de 25 000 Français, permettant de suivre sur le temps long les évolutions des comportements et attitudes des mêmes Français, outil hébergé par le CEVIPOF.

En 2022, il a été élevé au rang de chevalier de l'Ordre national du mérite. Depuis septembre 2024, Martial Foucault est auditeur de la 77^e session nationale de l'IHEDN, majeure « politique de défense ».

L'IRSEM souhaite la bienvenue à deux nouveaux chercheurs : David Cadier et Clément Renault et est heureux d'accueillir Hideo Tomikawa (NIDS), chercheur invité jusqu'en décembre 2024.



David Cadier, docteur en science politique de Sciences Po Paris, est chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM. Spécialiste des politiques étrangères et de sécurité des États européens, il concentre notamment ses recherches sur l'Europe centrale, les politiques européennes à l'égard de la Russie et de l'Ukraine et les dimensions inter-

nationales du populisme. Il a publié de nombreux articles sur ces sujets dans des revues à comité de lecture, ainsi que des analyses de recherche appliquée et des contributions au débat public ; il a codirigé *Russia's Foreign Policy: Ideas, Domestic Politics and External Relations* (Palgrave, 2015).

David Cadier est également chercheur associé au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et enseigne les relations internationales au Collège d'Europe et à Sciences Po Paris. Il est par ailleurs l'un des coordinateurs de [l'University Consortium](#), un réseau académique sur les relations entre l'Occident et la Russie qui réunit les universités d'Oxford, Harvard, Columbia et Sciences Po. Avant de rejoindre l'IRSEM, il a notamment occupé les fonctions de maître de conférences (titularisé) en relations internationales à l'Université de Groningen (2021-2024), chercheur sur contrat au CERI (2018-2021) et chargé de cours à la London School of Economics (2012-2015). Il a pu acquérir une vision transversale des enjeux et dynamiques de sécurité dans l'espace euro-atlantique grâce à ces expériences et à de nombreux séjours prolongés comme chercheur invité en Europe et aux États-Unis : à l'Institut de relations internationales de Prague (IIR), à la Fletcher School of Law and Diplomacy (Boston), au Centre

pour les relations transatlantiques de l'université SAIS Johns Hopkins (Washington), à l'Institut polonais pour les affaires internationales (PISM), à l'Institut finlandais pour les affaires internationales (FIIA), et au Centre pour la gouvernance du changement à IE University (Madrid).



Clément Renault est historien des relations internationales, chercheur Renseignement, guerre et stratégie. Ses travaux de recherche portent sur l'évolution des services de renseignement, leurs activités et leur fonctionnement dans le contexte de la redéfinition de l'ordre international et des enjeux stratégiques contempo-

rains. Ils s'articulent autour de l'étude du renseignement en tant qu'outil d'aide à la décision politique et militaire, organisation administrative et acteur à part entière des relations internationales, aux côtés des forces armées et de la diplomatie, par le recours aux opérations clandestines. Il mène également des recherches sur l'histoire politique de la France et des guerres au XX^e siècle. Formé au Royaume-Uni, docteur en War Studies de l'Université de Glasgow, Clément Renault est également Visiting Fellow au sein du département de War Studies du King's College de Londres, et enseignant à Sciences Po.



Hideo Tomikawa est chef de la division de recherche « Sécurité et Économie » du département des études de sécurité au National Institute for Defense Studies (NIDS), au Japon. Son expertise porte sur la politique industrielle et le transfert de technologie. Il a rejoint le NIDS en 2003 et a été nommé à son poste actuel en

2022. De 2005 à 2006, il a travaillé dans le département de politique de défense du ministère japonais de la Défense en tant qu'expert et, de 2009 à 2010, au secrétariat du cabinet pour diriger le « National Defense Program Guideline 2010 » en tant que directeur adjoint. Il a occupé temporairement le poste de coordinateur en chef des Affaires internationales à la division de la planification du NIDS jusqu'en septembre dernier.

Ses recherches actuelles portent sur le marché mondial de la défense, l'impact des technologies émergentes sur l'avenir de la guerre, les écosystèmes d'innovation en matière de défense et la planification des forces dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Il a fait partie du comité de rédaction du *Journal of Japan Association of Malaysian Studies*. Il est titulaire d'une licence de l'université de Chiba, d'un master en économie de l'école supérieure de l'université de Tokyo. Il a également obtenu une maîtrise en études est-asiatiques à l'université de Sheffield, au Royaume-Uni.

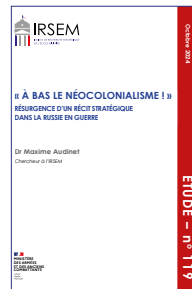
DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche 145 – 8 octobre.

« [L'administration Biden et le retour empêché des États-Unis à la primauté](#) », par Maud Quessard, 21 p.

À la veille de l'élection présidentielle de novembre 2024, cette note de recherche propose un premier bilan de la politique étrangère démocrate de l'ère Biden, en dégagant les éléments de rupture et de continuité au-delà de la séquence électorale à venir opposant Donald Trump à Kamala Harris. Elle incite à s'interroger sur les évolutions de la posture stratégique des États-Unis, en se concentrant sur les défis et les contradictions rencontrés par les démocrates dans la formulation d'une Grande Stratégie cohérente. Elle aborde le retour difficile au multilatéralisme, les crises intérieures et internationales ainsi que les compétitions de puissance croissantes avec la Chine et la Russie. L'administration Biden, bien que déterminée à revitaliser les alliances et à réaffirmer le leadership américain, a dû faire face à une multiplication des crises et des niveaux de crise qui ont compliqué la mise en œuvre d'une politique étrangère homogène. Les divisions partisans et intra-partisans structurelles, les difficultés de (ré)engagement avec le « Sud global » et le retour des guerres en Europe et au Moyen-Orient ont fragilisé la réaffirmation d'un grand dessein tourné vers l'Asie. La posture stratégique des États-Unis reste affaiblie par des contraintes internes et des défis stratégiques globaux qui remettent en question la capacité du pays à maintenir son leadership à moyen terme.



Étude 119 – 21 octobre.

« [“À bas le néocolonialisme !” – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre](#) », par Maxime Audinet, 78 p.

L'observation du discours politique russe depuis février 2022 témoigne de l'intrigante résurgence d'une rhétorique issue d'un autre temps : celle de l'anticolonialisme. De Vladimir Poutine aux membres du Parlement, en passant par la chaîne RT et les mercenaires du groupe Wagner déployés en Afrique, nombreux sont les acteurs russes qui, depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, dénoncent quotidiennement, en Russie et à l'étranger, l'interventionnisme « néocolonial » des puissances occidentales.

Pourquoi l'anti(néo)colonialisme, au cœur de l'engagement internationaliste soviétique, resurgit-il en Russie deux décennies après la chute de l'URSS, dans le contexte de la guerre en Ukraine ? Comment, par qui et pour qui est-il formulé et diffusé ? Que nous dit-il de l'évolution de la perception du système international par les élites russes ? En quoi fait-il enfin figure de nouveau « récit stratégique » pour la politique étrangère de la Russie ?

Cette étude explore ces questions, dans le sillage du « tournant narratif » des Relations internationales et du cadre conceptuel des « récits stratégiques ». Elle se concentre sur les « narrateurs » de ce récit anti(néo)colonial, ainsi que sur sa projection par les acteurs de l'écosystème d'influence informationnelle de la Russie. Elle met en évidence trois objectifs recherchés : la légitimation de sa politique étrangère contemporaine par une instrumentalisation mémorielle sélective du soutien soviétique aux mouvements de décolonisation ; le renouvellement de la critique anti-occidentale par un procédé d'inversion accusatoire ; la séduction des audiences du « Sud global » par la recherche de convergences discursives ou idéologiques.



Étude 120 – 24 octobre.

« [Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée](#) », par Céline Marangé et Carine Pina, 80 p.

À la veille de l'invasion de l'Ukraine, Xi Jinping et Vladimir Poutine annonçaient le caractère désormais sans limite du partenariat stratégique sino-russe. La nature de leur relation – une alliance en devenir ou un mariage de circonstance – pose question alors que l'ordre

international semble durablement bouleversé. L'analyse de leurs politiques respectives et de leur coopération concrète dans une région aussi stratégique que la Méditerranée constitue à cet égard un indicateur pertinent.

La mise en regard des stratégies russe et chinoise en Méditerranée dans les domaines militaire, économique et politique laisse apparaître leur propension à agir parallèlement, sans entraver leurs visées respectives. La Russie s'est imposée dans la région méditerranéenne en prenant des initiatives risquées et en y déployant des moyens militaires et navals, tout en défendant ses intérêts économiques. La Chine s'y est fait une place en misant sur son expansion économique, à travers ses échanges commerciaux et des investissements dans des entreprises stratégiques et des infrastructures de transport, tout en développant des capacités sécuritaires et policières.

À en juger par leurs stratégies dans la région de la Méditerranée, l'heure semble plutôt à la mise en œuvre – et à la mise en scène – d'un alignement de principe entre Moscou et Pékin, et non à l'émergence d'une alliance militaire.



Brève stratégique 74 – 25 octobre.

« [Quelles options pour l'opération terrestre au Liban ?](#) », par GBR (2S) Olivier Passot, 2 p.

Après un an de guerre à distance contre le Hezbollah, les Israéliens ont décidé de déclencher une opération terrestre au Liban. Il convient de s'interroger

sur les options militaires d'une telle campagne, alors que Tsahal est usé par un an de guerre à Gaza et que ses effectifs viennent à manquer pour tenir les différents fronts.

**OUVRAGES PUBLIÉS
PAR LES CHERCHEURS**



Marine de Guglielmo Weber et Rémi Noyon, *Le grand retournement : comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques*, Les Liens qui libèrent, octobre 2024, 320 p.

Et si, après avoir dérégulé le climat, nous décidions de le contrôler ? Depuis les années 1970, les scientifiques explorent de nouvelles perspectives pour poursuivre notre « aménagement » du système Terre : arbres artificiels, voile solaire, nuages blanchis... Ces approches, bien que différentes, sont regroupées sous le terme de géo-ingénierie. Jadis perçues comme des idées dangereuses, elles sont de plus en plus acceptées. Certains y voient un moyen de ralentir le réchauffement sans toucher aux bases du capitalisme tandis que d'autres les considèrent comme un ultime recours pour éviter des catastrophes irréversibles. Dans ce livre-enquête, Marine de Guglielmo Weber et Rémi Noyon retracent l'histoire de la géo-ingénierie, explorent les cultures scientifiques et philosophiques qui la sous-tendent, et examinent ses implications en matière de gouvernance, de conflits géopolitiques et de justice climatique. Avec une préoccupation majeure : qu'un climat d'urgence nous mène à des interventions dangereuses sur l'atmosphère.

ÉVÉNEMENTS

1^{er} octobre : Rentrée stratégique de l'IRSEM.



La Rentrée stratégique de l'IRSEM a eu lieu à l'École militaire le 1^{er} octobre 2024. Marquant l'entrée de l'institut dans le cycle académique 2024-2025, elle a réuni l'ensemble de l'équipe de recherche, ainsi que des officiers et personnels du ministère des Armées et des Anciens Combattants, autour de trois grands témoins qui ont accepté pour cette occasion de présenter leur vision des grands enjeux contemporains de défense et de sécurité et des priorités de recherche associées.

Les chercheurs de l'IRSEM ont ainsi eu l'honneur de pouvoir échanger directement avec le général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, M. Camille Grand, chercheur et ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN, et le général de corps d'armée Pierre-Joseph Givre, directeur du service national et de la jeunesse.

Organisée à travers trois thématiques, la vision de chacun des grands témoins a été éclairée par une discussion engagée par deux chercheurs de l'IRSEM, qui ont mis en exergue des travaux actuellement menés sur chacune de ces thématiques, puis par des échanges avec l'auditoire. Dans un exercice inédit pour l'IRSEM, ces échanges ont ainsi permis de nous conforter sur le cap à suivre et de nous en inspirer dans le cadre des travaux de programmation scientifique de l'institut pour 2025.

Introduite par Mme Alice Rufo, directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées et des Anciens Combattants, la rentrée stratégique de l'IRSEM a également permis de mieux faire connaître aux décideurs présents dans la salle l'IRSEM, ses capacités de recherche et ses travaux actuels et à venir.

Elle a ainsi permis de rappeler que l'IRSEM est un institut de recherche au service des armées et du ministère des Armées et des Anciens Combattants, capable d'apporter une réflexion déportée et une vision complémentaire sur les questions stratégiques grâce aux outils des sciences sociales. S'inscrivant sur une temporalité plus longue, ces travaux contribuent indéniablement à la réflexion stratégique du ministère, qui peut prendre la forme d'un regard différent, alternatif, approfondi et d'anticipation.

Une vingtaine de doctorants soutenus par la DGRIS, dont c'était également la journée de rentrée, était présents. Une très belle entrée en matière pour ces futurs chercheurs, que l'IRSEM soutient à travers notamment le séminaire Jeunes Chercheurs.

Réunissant ainsi décideurs, praticiens, acteurs de la pensée stratégique, chercheurs confirmés, plus jeunes ou en devenir, la rentrée stratégique de l'IRSEM dans sa première édition a été une réussite, tant par la qualité des échanges que par la mobilisation de chacun.

Premier panel : « Le renversement de l'ordre mondial : quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales ? »



Le premier panel, organisé et modéré par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie », portait sur le renversement de l'ordre mondial et des conséquences de la fragmentation des relations internationales. L'ordre international, tel que nous le connaissons, est aujourd'hui contesté par des puissances qui remettent en cause les normes établies par un Occident critiqué et, parfois, rejeté. Dans cette ère qualifiée par certains de « post-occidentale », il devient essentiel de prendre en compte les perspectives non occidentales. Ces nouvelles voix résonnent sur la scène internationale, proposant des modèles alternatifs de gouvernance et de développement. Cette transition n'est cependant pas

exempte de tensions ; elle remet en question les fondements de l'ordre international libéral. Face à ces transformations, il est crucial de comprendre les défis qu'elles posent afin de mieux gérer les risques d'affrontement. Le premier panel a mis en avant l'une des dynamiques les plus marquantes du XXI^e siècle, le « monde renversé », avec une question centrale, comment adapter nos stratégies militaires, diplomatiques et d'influence dans ce nouvel environnement mondial multipolaire ?

En tant que grand témoin, le général Thierry Burkhardt, chef d'état-major des armées (CEMA), a ouvert les débats et apporté un éclairage essentiel sur l'impact de cette reconfiguration mondiale. Thierry Burkhardt a souligné la désoccidentalisation progressive du monde et le retour à l'usage de la force dans les relations internationales. Cette transformation de l'ordre mondial engendre de nombreux risques. Sur le plan national, elle se traduit par une instabilité croissante et une fragmentation des sociétés. Sur le plan international, l'Europe doit faire face à des menaces pesant sur sa sécurité et sa cohésion, tandis qu'au Proche et au Moyen-Orient, les tensions et les conflits se multiplient. En Afrique, l'influence croissante des puissances extérieures entraîne une déstabilisation accrue. Pour faire face à ces défis, plusieurs axes stratégiques ont été proposés par le CEMA. Le renforcement des partenariats internationaux apparaît comme une priorité incontournable. Par ailleurs, il est nécessaire de consolider les capacités militaires et technologiques pour maintenir un avantage stratégique. La gestion de l'information et de l'influence doit également être une priorité pour contrer la désinformation. Enfin, la valorisation des ressources humaines devient essentielle pour répondre aux nouveaux enjeux de sécurité mondiale.

Dans la continuité de cette réflexion, il est pertinent d'examiner les perceptions croisées entre l'Occident et le « Sud global » sur le renversement de l'ordre mondial, ainsi que les diverses appréciations des risques et menaces qui en découlent. Ces analyses sont au cœur de la recherche menée par l'IRSEM, notamment dans le cadre de ses travaux, qui travaille sur le cadre du « décentrement ». Lors de son intervention, [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et stratégies d'influence », spécialiste de la Chine et des stratégies d'influence, a exposé le récit chinois relatif au renversement de l'ordre international et l'idée du « déclin occidental » en insistant sur le rôle central de l'influence comme pilier de puissance. Selon Paul Charon, la puissance des États ne se limite pas aux aspects militaires ou économiques, mais s'incarne également dans le(s) récit(s) qu'ils construisent et diffusent à l'international. La Chine, en particulier, uti-

lise une puissance narrative redoutable pour ébranler l'ordre établi et promouvoir un modèle alternatif, opposé à celui de l'Occident.

Pour illustrer concrètement ces bouleversements, [Mathieu Mérino](#), chercheur pour l'Afrique de l'Ouest dans le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient », a abordé la question des perceptions et ambitions africaines. L'Afrique se trouve aujourd'hui au centre d'un ordre international devenu plus transactionnel et caractérisé par une grande volatilité dans ses relations avec les puissances étrangères, compliquant ainsi les efforts de stabilisation. La valeur stratégique du continent africain, renforcée par les tensions internationales et la fragilité récente de l'économie mondiale, n'échappe pas aux élites africaines. Ces dernières ont pleinement saisi l'importance de leur position en tant qu'« États pivots » dans cette grande bataille opposant les partisans et détracteurs de l'ordre international actuel. Libérés du cadre bipolaire de la guerre froide, les États africains explorent désormais une diversité d'options dans un contexte où plusieurs acteurs internationaux se disputent leur attention.

Les interventions ont suscité de nombreuses questions de l'auditoire, portant notamment sur la perception des récits russes en Afrique et sur la manière de nuancer cette idée de renversement des puissances. La discussion a ainsi mis en lumière les caractéristiques de ce nouvel ordre mondial, où les jeux de puissance – et les rapports de force se jouent aussi dans les nouveaux espaces de conflictualité, des récits idéologiques aux technologies de l'information.

Deuxième panel : « Les nouveaux espaces de confrontation : quels enjeux technologiques et normatifs ? »



Le grand témoin du deuxième panel, M. Camille Grand, ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN, a articulé sa réflexion autour de trois points principaux. Tout d'abord, l'évolution rapide des conflits et les changements de per-

ception. Il a souligné l'importance de penser à nos outils militaires ainsi qu'aux moyens normatifs dont nous disposons. Camille Grand a évoqué le retour de la violence armée et, dans ce cadre, l'obligation de repenser nos ratios offensif et défensif. Dans un deuxième temps, il a abordé la numérisation du champ de bataille et la généralisation de l'utilisation des drones. Au regard de ce contexte spécifique, il a d'ailleurs alerté sur l'urgence de changer d'échelle (en matière d'acquisition). Dans son dernier point, Camille Grand a affirmé que les espaces sont pluriels c'est-à-dire à la fois de compétition et de confrontation. De plus, la raréfaction des ressources renforcent les vulnérabilités qu'il ne faut surtout pas négliger. Pour conclure, Camille Grand a souligné l'importance de tirer les leçons de la guerre en Ukraine en matière de rapidité et d'innovation. Il a également mis en avant la nécessité de travailler avec nos alliés et de mobiliser plus que jamais l'Union européenne.

Les Dr [Béatrice Hainaut](#), capitaine de l'armée de l'air et de l'espace et chercheuse au sein du domaine « Stratégies, normes et doctrines » à l'IRSEM, et Alix Roellinger, administratrice principale des affaires maritimes et chercheuse associée, ont pris part à la discussion en portant la réflexion sur l'espace extra-atmosphérique et sur les grands fonds marins. Toutes deux ont relevé l'importance d'être compétitif face à des acteurs de plus en plus nombreux et prêts à transgresser les normes. Ces « confrontations stratégiques » (pénurie de métaux rares, escalade des tensions dans l'espace, cyberattaques) qui associent les domaines civils et militaires rappellent la nécessité d'être vigilant. Il s'agit de porter les efforts pour maintenir la souveraineté française.

Le Dr [Océane Zubeldia](#), directrice du domaine « Armement et économie de défense » et modératrice du panel, a questionné les intervenants sur la capacité à ne pas subir la surprise stratégique et la prise de risque. Les intervenants ont conclu qu'il y avait une hausse de la conflictualité caractérisée par la disparition des frontières. Ce contexte spécifique appelle plus que jamais une régulation par les normes, qui permettra de faire face à la complexité actuelle et future.

Troisième panel : « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre ».



Les engagements militaires récents rappellent que la guerre est un fait social total, qui mobilise tous les secteurs de la société. Or de tels conflits exercent de fortes contraintes sur les sociétés démocratiques, qui sont souvent perçues comme mal préparées. Ainsi, dans un contexte international très tendu, avec le retour notamment de conflits de haute intensité, les conditions auxquelles le public en démocratie est susceptible d'apporter son soutien à un engagement militaire est une question centrale de la réflexion stratégique.

Le général de corps d'armée Pierre-Joseph Givre, directeur du service national et de la jeunesse, a ainsi rappelé que le retour de conflits de haute intensité aux portes de l'Europe nécessite un effort dans la durée et une mobilisation des ressources humaines, au premier rang desquelles la jeunesse constitue un élément fondamental. Le cumul des crises a par ailleurs affecté la jeunesse, d'une manière ou d'une autre, qui a été fragilisée par ces événements, qu'il s'agisse de son isolement durant la crise sanitaire, de la fracture dans les territoires révélée notamment par la crise des gilets jaunes ou de phénomènes de radicalisation touchant les jeunes.

Si les jeunes, dans leur ensemble, sont loin d'être hostiles à la défense, l'institution militaire fait néanmoins face à une crise du recrutement, compte tenu à la fois de la compétition sur le marché du travail pour recruter et fidéliser les compétences des jeunes, et des évolutions de ces derniers, dans leurs aspirations notamment. Dans ce contexte, la relation particulière entre la jeunesse et la défense nationale doit changer de paradigme et se renouveler à travers un modèle à réinventer.

Revenant sur ces constats, [Maxime Launay](#), chercheur histoire et sociologie militaire au sein du domaine « Défense et société », a confirmé la vitalité de l'engagement de la

jeunesse dans la société, comme le montrent les travaux de chercheurs. L'étude d'Anne Muxel, *Les jeunes et la guerre*, a ainsi mis en exergue l'intérêt des jeunes pour l'institution militaire et les questions de défense, en proposant une typologie en quatre « familles » suivant le degré d'engagement déclaré.

Par-delà la jeunesse, Céline Marangé, chercheuse Russie, Ukraine et Biélorussie au sein du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie », a rappelé la nécessité de la mobilisation de l'ensemble de la société pour faire face à ces crises. S'appuyant sur les exemples de l'Ukraine et d'Israël, elle a montré que la cohésion de la société face à la guerre ne s'improvise pas et que dans ces cas extrêmes, les civils jouent un rôle fondamental, à la fois dans les conflits et dans la résilience des pays concernés.

Iris GIGUET, Benoît RADEMACHER, Océane ZUBELDIA

1^{er} octobre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



À l'occasion de cette nouvelle rentrée doctorale, les lauréats 2024 de la bourse DGRIS ont participé à leur premier séminaire Jeunes Chercheurs, tenu sur le site de l'École militaire et présidé par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM.

Cette séance inaugurale, organisée par les doctorantes Pauline Cherbonnier et Jeanne-Louise Roellinger, a pris la forme d'une demi-journée d'études. La première partie, centrée sur la recherche académique et la circulation des savoirs stratégiques, a été animée par Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Son intervention a exploré les origines du savoir stratégique et de ses limites, suscitant des échanges approfondis avec les doctorants et les organisatrices.

La deuxième partie s'est penchée sur « la circulation des savoirs en pratique : pluridisciplinarité et interdisciplina-

rité dans les projets de recherche des doctorants financés par le programme RIS ». Présentée par Dusan Bozalka, le Dr Mélanie Sadozaï et Arthur Steger-Kicinski, elle a illustré les parcours variés de ces jeunes chercheurs. Dusan Bozalka a partagé sa démarche pour intégrer les sciences sociales (information-communication) et les sciences computationnelles dans sa thèse. Arthur Steger-Kicinski a exposé son cheminement vers l'interdisciplinarité dans sa recherche juridique sur le genre, tandis que le Dr Mélanie Sadozaï, dont la thèse explore les frontières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, a discuté des avantages de l'interdisciplinarité ainsi que des défis pour sa reconnaissance dans le milieu académique français.

Ces interventions ont donné lieu à des discussions enrichissantes entre doctorants, soulignant l'importance croissante de l'interdisciplinarité pour une compréhension élargie des thématiques étudiées.

Priyanga THIVENDRARAJAH

3 octobre : Séminaire Afrique « Vers un état de fait pour l'État du Somaliland ? », avec Géraldine Pinaudt.



Le premier séminaire Afrique de la rentrée traitait du cas méconnu du Somaliland, État non reconnu par la communauté internationale. Situé au cœur de la Corne de l'Afrique, le Somaliland a connu trois décennies de développement prospère et discret avant de se retrouver projeté sur le devant de la scène médiatique mondiale à la suite d'un accord signé avec l'Éthiopie en janvier dernier. Cet accord prévoyait la location d'une bande littorale d'une vingtaine de kilomètres permettant à l'Éthiopie d'y installer une marine nationale contre une possible reconnaissance du Somaliland par son voisin. Bien que peu d'informations fiables circulent sur cet accord, il a d'ores et déjà eu des conséquences sur les enjeux stratégiques dans la Corne de l'Afrique.

Géraldine Pinaudt a voulu s'affranchir de ce contexte géopolitique afin de prendre de la hauteur pour mieux cerner ce qu'est le Somaliland et de quoi il est le nom. Elle a commencé son intervention en insistant sur l'importance historique du temps long en allant à l'encontre d'une idée reçue selon laquelle le Somaliland serait né en 1991, date de sa proclamation d'indépendance. En retraçant l'évolution du territoire depuis la fin du XIX^e siècle, elle montre le processus historique complexe commencé depuis plus d'un siècle pour les populations de ce territoire et la construction de leur État – construction entrecoupée de moments de ruptures ou de cassures selon les aléas géopolitiques de la région. À la lumière de cet éclairage historique, on comprend que la période des indépendances en 1960 a amené à une union volontaire du Somaliland et de la Somalie et à une désunion politique plutôt qu'une sécession en 1991 – désunion permise par les mêmes processus l'ayant unifié trois décennies plutôt. Ce processus historique de la construction d'un État a bien évidemment une dimension spatiale à prendre en compte. Là encore, Géraldine Pinaudt a battu en brèche les idées reçues qui font du Somaliland un territoire homogène aux périphéries en proie à des instabilités chroniques du fait de clans différents. Il existe en réalité toute une superposition de territoires administratifs, claniques, de réseaux d'entraides qui donnent à voir des processus d'allégeance davantage politiques que claniques. Cette construction du territoire et de l'État amène à observer un processus de reconnaissance complexe qui ne se limite pas à une vision linéaire de la reconnaissance internationale. L'État du Somaliland négocie ainsi des reconnaissances bilatérales avec d'autres pays, des reconnaissances indirectes via les entreprises présentes sur son territoire ou encore des reconnaissances de circonstance comme celle de Taïwan.

Alexandre LAURET

8 octobre : Séminaire « De la cybersécurité en Amérique », OPEXAM (Observatoire de la politique extérieure des États-Unis) avec Stéphane Taillat.



Le 8 octobre 2024, l'IRSEM a organisé le deuxième séminaire de l'année de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM), consacré à l'ouvrage *De la cybersécurité en Amérique : Puissance et vulnérabilités à l'ère numérique*, de Stéphane Taillat, maître de conférences habilité à diriger des recherches en histoire contemporaine à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), actuellement détaché à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Dans un contexte où la dépendance aux infrastructures numériques ne cesse de croître, Stéphane Taillat a offert une analyse approfondie des défis géopolitiques et stratégiques posés par la cybersécurité aux États-Unis, en s'appuyant notamment sur les politiques développées sous l'administration Biden. Cette rencontre a rassemblé chercheurs, étudiants et professionnels afin d'explorer les enjeux essentiels de la cybersécurité américaine.

Partant du constat que la cybersécurité s'impose désormais comme une problématique centrale de la politique internationale, avec des répercussions profondes sur la souveraineté nationale, Stéphane Taillat souligne que le cyberspace, autrefois perçu comme un lieu de liberté et d'innovation, s'est progressivement métamorphosé en un champ de bataille stratégique. La compétition pour le contrôle des données et des infrastructures numériques y revêt désormais une importance cruciale. Les cyberattaques récentes ont ainsi contraint les États-Unis à repenser leurs stratégies, intégrant des dimensions offensives pour mieux défendre cet espace virtuel. Stéphane Taillat analyse également comment les États-Unis considèrent le cyberspace à la fois comme un levier de puissance et un nouveau champ de rivalité avec des puissances comme la Chine et la Russie, tout en expliquant, à travers l'analyse

des politiques publiques et des nouvelles menaces, pourquoi sa maîtrise est devenue centrale pour la puissance américaine et redéfinit la souveraineté à l'ère numérique. Enfin, il explore la tension croissante entre l'innovation technologique, souvent dominée par les géants du numérique, et les vulnérabilités qui en découlent, notamment la dépendance accrue aux réseaux numériques.

[Clotilde Bômont](#), chercheuse en géopolitique du numérique, a apporté un éclairage précieux sur l'intégration des nouvelles technologies au sein des institutions gouvernementales et militaires. La richesse des échanges qui ont suivi, sous la présidence de [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace euratlantique, Russie », a permis de soulever des questions cruciales telles que la redéfinition de la puissance à l'ère numérique et l'impact de la cybersécurité sur les relations internationales, ou les leçons tirées du scandale Cambridge Analytica. Ce séminaire a offert l'opportunité d'analyser les efforts déployés par les États-Unis pour maintenir leur domination dans le cyberspace, tout en faisant face aux vulnérabilités accrues liées aux cyberattaques visant des infrastructures critiques et aux répercussions de l'innovation technologique numérique sur la sécurité nationale.

Iris GIGUET

22 octobre : Séminaire Asie « L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde », avec Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise.



Le mardi 22 octobre 2024, le séminaire « Asie du domaine Afrique, Asie, Moyen-Orient », a été consacré à la présentation de l'ouvrage *L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde* par Valérie Niquet, spécialiste des relations internationales et des questions stratégiques en Asie à la Fondation pour la recherche stratégique, et Marianne

Péron-Doise, chercheuse associée à l'IRIS où elle dirige l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique.

Marianne Péron-Doise a commencé par rappeler l'importance géographique de cet espace, immense, pris entre les océans Indien et Pacifique, et l'importance géopolitique du concept d'Indo-Pacifique, présent depuis plus de quinze ans. L'acceptation de ce concept se décline en deux approches principales. La première est une vision large de l'Indo-Pacifique, impliquant tous les espaces entre les deux océans et insistant sur l'importance d'y maintenir une fluidité et une interconnectivité. Ce point de vue qui est celui de la France ou encore du Japon, lui-même à l'origine du concept de l'Indo-Pacifique, s'accompagne de stratégies économiques, maritimes, civiles et militaires dont l'objectif est de garantir l'ouverture de cet espace. La deuxième approche est géographiquement plus réduite et tend, en fonction des États concernés, à se focaliser sur un espace en particulier. C'est l'approche des États-Unis qui restent centrés sur l'Océanie et le Pacifique Sud. Quant à l'Inde, elle privilégie les territoires qui bordent l'océan qui porte son nom et s'étirent jusqu'à la Corne de l'Afrique. Cette approche sous-tend un partage des rôles : les États-Unis et leurs alliés (Corée du Sud, Australie) concentrant leur stratégie et leurs moyens en priorité dans le Pacifique et l'Inde faisant de même dans l'océan Indien.

Marianne Péron-Doise a expliqué que l'on peut superposer à ces deux visions trois groupes de pays, définis en fonction de la mise en œuvre de leur présence dans l'Indo-Pacifique. La première vision dite normative s'apparente à des stratégies de projection de puissance tant en matière de valeurs que d'outils. Elle est incarnée par le Japon ou les États-Unis et par des organisations comme le QUAD ou l'AUKUS. La seconde vision, plus coopérative et inclusive, est souvent incarnée par des organisations régionales comme l'ASEAN ou l'UE. Enfin, il existe une approche mixte, à la fois projection de puissance et volonté de coopération, qui tend à insister sur l'importance de la pluralité des partenaires. C'est l'approche de l'Inde ou de la France. Parlant de la présence de la France, Marianne Péron-Doise a rappelé que si elle est indéniablement légitime, en dépit de remises en question y compris par l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, elle semble aujourd'hui plus à même de s'adapter aux exigences locales.

Valérie Niquet a souligné quant à elle l'importance économique majeure de cette région, devenue depuis plus de trois décennies le centre de la croissance économique mondiale et donc un espace d'échanges. Elle a précisé également que le versant asiatique de l'Indo-Pacifique reste très dépendant des importations énergétiques. La Chine

est l'illustration de cette double dépendance. Désigné comme le « grand perturbateur » de la région, Pékin est en effet l'une des préoccupations majeures des acteurs principaux de l'Indo-Pacifique. La Chine fait peser un risque de crise majeure dans le détroit de Taïwan, dont l'impact, selon Valérie Niquet, ne pourrait être que mondial, tandis qu'un conflit ouvert serait une prise de risque majeure pour elle, y compris pour ses relations avec l'étranger, et donc pour sa croissance économique. Toutefois ces perturbations engendrées par la Chine s'étendent au-delà pour atteindre l'Asie du Sud ou l'Asie du Nord. En dépit de cela, un grand nombre d'États de la région Asie pacifique, et notamment en Asie du Sud-Est, demeurent attachés au maintien d'une approche équilibrée entre les États-Unis et la Chine.

À la suite des interventions des deux auteures, les questions posées par le public ont permis d'aborder la perception de la notion française de puissance d'équilibre dans la région, la place de la Grande-Bretagne dans cette région, le risque de prolifération nucléaire et notamment la position du nouveau Premier ministre japonais Ishiba sur le fait d'abriter des armes nucléaires américaines, la vision française de la partie « indo » du Pacifique et les possibilités de coopération entre la France, l'Inde et les autres États de cette partie de l'Indo-Pacifique, et enfin la question de l'évolution des relations franco-australiennes.

Carine PINA

IRSEM-EUROPE

3 octobre : Réunion des stagiaires français basés à Bruxelles.



Le jeudi 3 octobre, l'IRSEM-Europe a organisé une réunion pour encourager les échanges entre les stagiaires français basés à Bruxelles et leur présenter son programme pour la rentrée 2024. Cet événement a été l'occasion pour deux intervenants, Juraj Majcin, analyste à l'EPC pour le programme *Europe in the World*, et Panagiotis (Panos) Politis Lamprou, stagiaire au Parlement européen, de décrire leur parcours et leurs expériences au sein de la « bulle européenne » ainsi que dans le domaine de la défense. Environ vingt stagiaires, provenant de l'OTAN, de la RPUE et de l'ambassade bilatérale, ont ainsi eu l'opportunité d'échanger sur leurs perspectives professionnelles et leurs ambitions dans ces domaines stratégiques.

14 octobre : Brown Bag Seminar avec Victor Violier et Ondrej Ditrych sur le renouveau de l'expertise russe.



Le lundi 14 octobre, l'IRSEM-Europe a organisé un séminaire consacré au renouveau de l'expertise sur la Russie, tant aux États-Unis qu'en Europe. Cet événement, qui a réuni une vingtaine de participants, a permis à [Victor](#)

[Violier](#), chercheur en politique comparée, sociologie militaire et des institutions à l'IRSEM, de parler de ses travaux et d'échanger avec Ondrej Ditrych, analyste spécialisé sur la Russie et l'Europe de l'Est à l'EUISS. La discussion a mis en lumière les enjeux et les perspectives de cette nouvelle expertise, tout en offrant un espace de réflexion sur les dynamiques en cours autour de la Russie.

22 octobre : Arrivée de Brice Didier.

Le mardi 22 octobre, Brice Didier a rejoint l'implantation bruxelloise de l'IRSEM. Docteur en science politique, Brice a soutenu une thèse en 2024 portant sur la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et les initiatives ad hoc portées par des groupes informels formés par les grands États membres, en particulier l'initiative du Contact Group (Balkans) sur la Bosnie et le Kosovo, l'initiative E3 sur le nucléaire iranien et l'initiative de Normandie sur le conflit russo-ukrainien dans l'est de l'Ukraine. Désormais post-doctorant à l'IRSEM-Europe, Brice se consacre à un projet de recherche portant sur le pragmatisme stratégique de l'Union européenne comme réponse aux bouleversements de l'ordre mondial, et notamment son positionnement face à la rivalité sino-américaine et ses enjeux pour les États membres.

31 octobre : Brown Bag Seminar avec Anna Colin Lebedev sur le recrutement militaire en Ukraine.

L'IRSEM-Europe a terminé le mois d'octobre en organisant un séminaire consacré aux défis rencontrés dans le recrutement de l'armée ukrainienne. Nous avons eu l'honneur d'accueillir Anna Colin Lebedev, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre, qui a abordé ces difficultés d'un point de vue sociologique. Au cours de sa présentation, Anna Colin Lebedev a fait une distinction entre deux concepts clés : le consentement à la guerre et l'enrôlement en Ukraine. Elle a également proposé une analyse des politiques mises en œuvre pour favoriser l'engagement, tout en lançant une discussion sur la manière dont se construit le consentement à la guerre dans le contexte ukrainien.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Article : avec C. Gérard, « Sous les radars : Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine », *Réseaux*, 3 (245), octobre 2024, p. 113-152.

- Cité (dans le cadre de la parution de l'article « Sous les radars ») par Emmanuel Grynszpan, « [La machine de désinformation russe, un écosystème en perpétuelle mutation](#) », *Le Monde*, 11 octobre 2024.

- Discussion de Maxime Daniélou, doctorant à l'université Paris Nanterre, « Sergueï Karaganov comme exemple d'entrepreneur idéologique », au séminaire « Politique et géopolitique des États post-soviétiques », 17 octobre 2024.

- Intervention : « Les mutations de l'influence informationnelle russe depuis l'invasion massive de l'Ukraine : Restructuration, adaptation, clandestinisation », IHEDN, École militaire, 18 octobre 2024.

- Publication : « ["À bas le néocolonialisme !" – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre](#) », Étude 119, IRSEM, 21 octobre 2024.

- Organisation de la deuxième séance du séminaire CORUSCANT, « Anti-abortion counseling in Russia: the role of gynecologists and psychologists » (par Mona Claro), Campus Condorcet, 24 octobre 2024.

- Participation au débat du *Monde en face*, « [Espions russes : infiltration, manipulation et ingérence](#) », France 5, 20 octobre 2024.



Clotilde BÔMONT

- Intervention à la table ronde « Souveraineté numérique : comment protéger nos données dans un monde hyperconnecté » à l'Assemblée nationale à l'occasion du CyberMois, Paris, 2 octobre 2024.

- Discussion de l'ouvrage *De la cybersécurité en Amérique. Puissance et vulnérabilités à l'ère numérique* de Stéphane Taillat, IRSEM, École militaire, Paris, 8 octobre 2024.

- Participation à la matinée de travail sur NIS2 organisée par la Cyber Task Force, Espace Hamelin, Paris, 16 octobre 2024.
- Intervention et participation à la table ronde « Cloud : impacts et perspectives » lors des ANDays, journées organisées par l'AND, la DGA et l'École Polytechnique, École polytechnique, Palaiseau, 17 octobre 2024.
- Interventions lors de l'École d'automne sur « L'UE, puissance numérique globale », Université Laval, Canada, 27-30 octobre 2024.



Paul CHARON

- Conférence : discutant du général Thierry Burkhard (CEMA), sur le thème « Le renversement de l'ordre mondial : quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 1^{er} octobre 2024.
- Participation à la table ronde « Faire face à la désinformation et à la cybercriminalité pour protéger la démocratie », dans le cadre du Cybermoi/s 2024 : événement du lancement officiel à l'Assemblée nationale, 2 octobre 2024.
- Participation à la table ronde « Guerre cognitive, hacktivism et espionnage : quand les frontières numériques se perdent », Les Assises du cyber, Monaco, 9 octobre 2024.
- Participation à la table ronde « Media / Security + Defence », 28th Legal and Policy Assembly, EBU Operating Eurovision and Euroradio, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 10 octobre 2024.
- Citation : « L'intensification de l'espionnage chinois vue par les services secrets occidentaux », *L'Express*, 15 octobre 2024.
- Conférence : « Les stratégies d'influence informationnelle de la Chine et de la Russie », avec Maxime Audinet, au profit de la majeure « Souveraineté numérique et Cybersécurité » de la session nationale de l'IHEDN, École militaire, 18 octobre 2024.
- Conférence : « Les stratégies d'influence de la Chine », au profit des auditeurs du Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, 24 octobre 2024.
- Terrain de recherche au Japon sur le thème des stratégies informationnelles, 26 octobre-3 novembre 2024.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Entretien avec Amélie Zaccour, « [L'inquiétude des pays du Golfe face à une possible confrontation entre Israël et l'Iran](#) », *L'Orient le Jour*, 4 octobre 2024.
- Radio : « [Guerre au Liban : le Moyen-Orient divisé](#) », *Culture Monde*, France Culture, 4 octobre 2024 .
- Article : « [Le pari gagnant et risqué des Émirats arabes unis au Proche-Orient](#) », *Orient XXI*, 14 octobre 2024.
- Conférence : avec Pierre Grosser, « Les monarchies du Golfe et les guerres d'Israël à Gaza, au Liban dans le contexte d'une confrontation directe avec l'Iran », École de journalisme de Sciences Po, 18 octobre 2024.
- Intervention : « Les ambitions régionales de l'Arabie saoudite contrariées par les guerres au Proche-Orient », colloque organisé par l'IHEDN-IREMMO, Balard, 23 octobre 2024.



Julia GRIGNON

- Média : « [De Gaza au Liban, Israël teste les lignes rouges du droit de la guerre](#) », *Le Figaro*, 26 septembre 2024.
- Intervention sur le droit de l'occupation, Fondation de France, 27 septembre 2024.
- Média : « [Israël, Gaza, Liban, Iran : guerre totale, tragédie sans fin](#) », Médiapart, 2 octobre 2024.
- Cours : « Rules and principles relating to humanitarian assistance », Geneva Center for Humanitarian Studies, 4 octobre 2024.
- Table ronde : « Que peuvent faire les ONG et les États face à l'abandon des normes internationales de droit humanitaire ? », Médecins du monde, 8 octobre 2024.
- Média : « [Le journal de 7h](#) », Radio Classique, 9 octobre 2024.
- Média : « [Liban : que peut faire la Finul dans le conflit entre Tsahal et le Hezbollah ?](#) », *Le Figaro*, 15 octobre 2024.
- Média : « [Aide humanitaire à Gaza](#) », *Tout un matin*, Radio Canada, 16 octobre 2024.
- Séminaire : « L'avenir de l'aide humanitaire », Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Centre

d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 17 octobre 2024.

- Conférence : « L'enjeu du droit international et du multilatéralisme dans les conflits actuels et à venir ? », Université d'Angers, 21 octobre 2024.

- Média : « [Les règles de droit qui encadrent les conflits en dix questions](#) », Radio France Internationale, 21 octobre 2024.

- Conférence : « Ukraine, Gaza, le droit international humanitaire mis au défi », Université Paris Nanterre, 24 octobre 2024.

- Membre de la délégation gouvernementale, XXXIV^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 28-31 octobre 2024.



Marine de GUGLIELMO WEBER

- Publication : avec Rémi Noyon, *Le grand retournement : comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques*, Les Liens qui libèrent, octobre 2024, 320 p.

- Article : « La modification de la météo en France : le cas de l'ensemencement des nuages », *La Revue de l'énergie*, 674, 2024.

- Conférence : « Weather modification for agricultural purposes in France », Université Jawaharlal Nehru, Inde, 3 octobre 2024.



CNE Béatrice HAINAUT

- Participation, avec Camille Grand et Alix Roellinger, à la table ronde « Les nouveaux espaces de confrontation : quels enjeux technologiques et normatifs ? », modérée par Océane Zubeldia, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1^{er} octobre 2024.

- Interventions sur le thème des évolutions contemporaines de l'espace, Geneva Center for Security Studies, Genève, Suisse, 10-11 octobre 2024.

- Participation à l'International Astronautical Congress - IAC (Congrès international d'astronautique) et présentations de deux papiers de recherche portant sur les normes de comportement responsable dans l'espace, Milan, Italie, 15-18 octobre 2024.

- Entretien avec Pierre-Yves Bocquet sur « La nouvelle guerre des étoiles », *Epsilon*, 10, octobre 2024.



Maxime LAUNAY

- Participation, avec le général Pierre-Joseph Givre et Céline Marangé, à la table ronde « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre », modérée par Benoît Rademacher, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1^{er} octobre 2024.



Alexandre LAURET

- Organisation du séminaire Afrique de l'IRSEM « Vers la fin d'un état de fait pour l'État du Somaliland ? », avec Géraldine Pinauld, École militaire, 3 octobre 2024.

- Organisation du séminaire fermé « Échange autour de la situation politico-sécuritaire au Tchad », avec Gérard Gérold, École militaire, 8 octobre 2024.

- Intervention : « Du Yémen au camp de réfugiés : l'exil des réfugiés yéménites à Djibouti (2015-2020) », séminaire de recherche du master MARGES, Université Jean Moulin Lyon III, 14 octobre 2024.



Céline MARANGÉ

- Participation, avec le général Pierre-Joseph Givre et Maxime Launay, à la table ronde « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre », modérée par Benoît Rademacher, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1^{er} octobre 2024.

- Conférence, avec Carine Pina, sur les grandes stratégies de la Russie et de la Chine, Centre des hautes études militaires (CHEM), 21 octobre 2024.

- Participation au dialogue européen « [Information and the Media in the face of War](#) » et modération d'une table ronde intitulée « Europe's Security in the Face of Informational Threats », Institut français, Helsinki, 23 octobre 2024.

- Publication : avec Carine Pina, « [Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée](#) », Étude 120, IRSEM, 24 octobre 2024.



Mathieu MÉRINO

- Intervention à la table ronde « Le renversement de l'ordre mondial : Quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales ? » avec comme co-discutants le général Thierry Burkhardt (CEMA) et le Dr Paul Charon, Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 1^{er} octobre 2024.
- Participation à la troisième réunion annuelle du groupe des chercheurs du Centre euromaghrébin de recherche et d'études stratégiques (CEMRES) à Tunis dans le cadre de l'initiative 5+5 Défense, 1^{er}-3 octobre 2024.
- Intervention : « Les enjeux futurs de la sécurité environnementale en Afrique ? », à la table ronde n° 2 « L'Afrique face aux défis et innovations de demain », au cycle de rencontres de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) avec la Bibliothèque nationale de France (BNF) portant sur « Les Afriques en mutation : acteurs, stratégies et perspectives », Bibliothèque nationale de France, 3 octobre 2024.
- Animation du séminaire fermé « Échange autour de la situation politico-sécuritaire au Tchad », avec l'expert politique Gérard Gérold. Cet atelier a permis de revenir sur la trajectoire de l'État post-colonial au Tchad, la question de la stabilité de son régime et sur la nécessité d'adopter, pour la communauté internationale, une nouvelle approche de ce pays au regard du contexte national et régional, IRSEM, 8 octobre 2024.
- Terrain de recherche en Ouganda sur la conflictualité dans la région des Grands Lacs en Afrique, 14-28 octobre 2024.



Carine PINA

- Publication : avec Céline Marangé, « [Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée](#) », Étude 120, IRSEM, 24 octobre 2024.
- Intervention : « La Chine et sa nouvelle diaspora : la mobilité au service de la puissance », Conférence Chine Club de l'interculturalité, organisée par le général Philippe Delbos, 2 octobre 2024.
- Intervention : avec Valérie Niquet, « La Chine et sa préparation à la guerre », Petit-déjeuner « Rencontre chercheurs-décideurs » de l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM), 7 octobre 2024.
- Intervention : avec Céline Marangé, « Les Grandes Stratégies russes et chinoises », ouverture du séminaire au

profit des auditeurs de la 74^e session du CHEM, « Penser l'ennemi et les compétiteurs », 21 octobre 2024.

- Intervention : « China's Presence in the Mediterranean and the Protection of its Overseas Interests », University of Naples « L'Orientale » & the ChinaMed Project, organisé par Enrico Fardella, Leonardo Bruni (ChinaMed, T.wai), 25 octobre 2024.
- Organisation du séminaire Asie/AAMO : présentation de l'ouvrage *L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde* (Tallandier, 2024), de Marianne Péron-Doise et Valérie Niquet, 22 octobre 2024.



Maud QUESSARD

- Modération de la table ronde « Le renversement de l'ordre mondial : quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales », Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1^{er} octobre 2024.
- Publication : « [L'administration Biden et le retour empêché des États-Unis à la primauté](#) », Note de recherche 145, IRSEM, 8 octobre 2024.
- Organisation et présidence séminaire OPEXAM, « De la cybersécurité en Amérique » autour du livre de Stéphane Taillat, discussion Clotilde Bômout, 8 octobre 2024.
- Colloque : « Media Literacy », organisé par Fulbright France, Maison de la Radio, intervention dans le panel « Foreign Interferences » avec Aude Favre, Laure Pollez, Camille François, 22 octobre 2024.
- Média : « [Retour sur la vague de fausses informations aux États-Unis pendant l'ouragan Milton](#) », France Culture, 12 octobre 2024.
- Entretien avec Virginie Robert, « Politique étrangère : ce qui ne changera pas avec Trump ou Harris », *Les Échos*, 24 octobre 2024.
- Entretien avec Jeanne Auberger, « Ce qui va changer pour la France (et l'Europe) en cas de victoire de Kamala Harris ou de Donald Trump ? », *Marianne*, 25 octobre 2024.



Benoît RADEMACHER

- Modération de la table ronde « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre », avec le général Pierre-Joseph Givre, Maxime Launay et Céline Marangé, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1^{er} octobre 2024.



Clément RENAULT

- Participation à un jury de mémoire de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye sur le thème du renseignement et de l'intelligence artificielle, 10 octobre 2024.
- Conférence sur l'analyse et les techniques d'analyse du renseignement au profit de l'Académie du renseignement,

21 octobre 2024.

- Entretien avec Dominique Diogon, « [Russie, cet "ouragan" qui vient](#) », *La montagne*, 30 octobre 2024.



Virginie SALIOU

- Organisation d'une conférence « Penser la mer autrement », en partenariat avec Sciences Po Rennes, *Ouest-France* et Les Champs Libres, intervention « La figure du marin dans son environnement géopolitique », Rennes, 10 octobre 2024.

- Organisation et modération d'un workshop consacré à la lutte contre la pêche illégale « IUU Fishing: A Global Threat for Marine Environment and Food Security », à l'occasion de la Sea Tech Week, Brest, 15 octobre 2024.



Elyamine SETTOUL

- Conférence de présentation de l'ouvrage *Penser la radicalisation djihadiste. Acteurs, Théories, Mutations*, Séminaire Terrorismes, IEP de Strasbourg, 8 octobre 2024.

- Soirée débat de sensibilisation aux risques de radicalisation, « Et moi citoyen ? », Espace culturel François-Mitterrand, Canteleu, 18 octobre 2024.

- Atelier : « Radicalisation et désengagement. Les nouveaux enjeux », Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient, Paris, 26 octobre 2024.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Média : « General Luong Cuong, nouveau président vietnamien », journal *Lienhe zaobao* (Singapour), 21 octobre 2024.



Victor VIOLIER

- Organisation et animation de la 6^e séance du séminaire Postdocsem (Sciences Po CERI/CEE) intitulée « Préparer l'agrégation de science politique », en présence d'Hélène Michel (Sciences Po Strasbourg) et Kevin Parthenay (Université de Tours), Sciences Po, Paris, 11 octobre 2024.

- Présentation : « Understanding the New Russia: US Expertise from the Collapse of the Soviet Union to the War in Ukraine », discutée par Ondrej Ditrych, senior analyst, European Union Institute for Security Studies, specializing in Russia and the Eastern Neighbourhood, lors du Brown Bag Seminar de l'IRSEM-Europe, Bruxelles, 14 octobre 2024.



Océane ZUBELDIA

- Modération de la table ronde « Les nouveaux espaces de confrontation : quels enjeux technologiques et normatifs ? », avec Camille Grand, Béatrice Hainaut et Alix Roellinger, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1^{er} octobre 2024.

- Publication : « De l'économie du drone naval à une nouvelle ère ? », *Diplomatie*, Les grands dossiers, 82, « Géopolitique des mers et océans, Le grand retour du combat naval ? », octobre-novembre 2024, p. 80-83.

- Intervention : modération de la session de travail numéro 2, « Defence Industry Cooperation: What is the Way Ahead? », 16th French-Baltic Foreign and Security Policy Seminar, organisé conjointement par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) avec les ministères estonien, letton et lituanien de la Défense, Riga, Lettonie, 2-3 octobre 2024.

- Intervention : « Will Artificial Intelligence Change the Way of Using Naval Drones: From a Lever of Power to Collective Action? », session 6 « Autonomous Vehicles in the Maritime Domain: Can AI Auto-correct? », The 16th South China Sea Conference, « Navigating Narratives Nurturing Norms », Ha Long, Vietnam, 22-24 octobre 2024.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS – MOYEN-ORIENT

Jon B. Alterman, Natan Sachs, Dan Byman, Dana El Kurd, « [A Region Aflame – October 7 A Year Later](#) », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 7 octobre 2024.

Jon B. Alterman, « [Middle East Challenges Will Vex Not Only the First 100 Days, but the First 1,000](#) », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 26 septembre 2024.

Dans cette interview marquant un an de guerre à Gaza, Jon Alterman, directeur du programme Moyen-Orient au sein du think tank américain CSIS, accompagné de Natan Sachs, directeur du Centre pour la politique du Moyen-Orient de la Brookings Institution, Dan Byman, professeur à l'Université de Georgetown, et Dana El Kurd, professeure adjointe de sciences politiques à l'Université de Richmond et senior fellow non résidente au Centre arabe à Washington, analysent les dimensions multiples du conflit israélo-palestinien. Ensemble, ils examinent l'impact de l'attaque du 7 octobre, ses répercussions politiques, sécuritaires et stratégiques, ainsi que les défis régionaux croissants, notamment en lien avec l'Iran et la posture des acteurs du Moyen-Orient.

Depuis le début de cette guerre, Natan Sachs insiste sur le fait que la société israélienne se trouve plongée dans un sentiment de vulnérabilité sans précédent. Si une majorité de citoyens exprime un désir de cessez-le-feu en échange des otages, il y a aussi une profonde aversion à négocier sur tout ce qui, selon eux, risquerait de mettre à nouveau Israël en danger, y compris un État palestinien à ce stade. Ce dilemme symbolise la difficulté d'un retour au dialogue car la société israélienne n'entrevoit pas la solution à deux États comme une possibilité dans les prochaines années, même si l'idée pourrait gagner du terrain à long terme avec une démilitarisation palestinienne clairement définie et un leadership favorable, même si cela reste difficile à envisager dans le contexte actuel.

Du côté palestinien, Dana El Kurd explique que le climat politique actuel est dominé par une peur intense, alimentée par les violences de l'année passée à Gaza, perçues comme un génocide par la majorité des Palestiniens, une crainte qui s'étend désormais à la Cisjordanie, où beaucoup redoutent une escalade similaire. En plus de cette fragmentation politique et territoriale, il existe un

manque de légitimité des principaux acteurs, Hamas et Fatah, avec des taux d'approbation restant bien inférieurs à 40 %, rappelant que le soutien au Hamas ne repose pas nécessairement sur une adhésion idéologique ou religieuse, mais sur la désillusion causée par les échecs de ses opposants. Dans ce contexte de méfiance envers les partis traditionnels, la société civile palestinienne cherche à s'organiser pour dépasser les structures existantes, mais l'absence de cohésion complique la possibilité de créer un front uni pour l'avenir, d'autant que les blocages imposés par les factions nationalistes et religieuses, tant en Israël qu'en Palestine, freinent le dialogue.

Dr Alterman note que les gouvernements arabes coopèrent avec Israël sur la question iranienne, perçue comme une menace commune, mais ressentent une frustration croissante face à la question palestinienne, sans pour autant soutenir le Hamas, dont ils craignent l'influence islamiste. Comme le souligne Jon Alterman dans l'article « Middle East Challenges Will Vex Not Only the First 100 Days, but the First 1,000 » les États du Golfe recherchent une sécurité assurée par les États-Unis tout en consolidant leurs liens avec la Chine et la Russie. Bien que les États-Unis perçoivent leur soutien à l'ordre mondial comme stabilisateur, le pragmatisme stratégique des pays du Golfe, visant l'autonomie et des relations diversifiées, révèle un glissement de loyauté qui pourrait compliquer l'alignement sur les priorités américaines dans la région. Enfin, contrairement aux leaders israéliens sous pression constante, les dirigeants arabes, aux mandats longs, privilégient une stratégie à long terme dans leurs relations régionales, pouvant mettre en pause certaines initiatives en attendant des conditions plus favorables.

Natan Sachs met en lumière la dichotomie dans la perception israélienne du conflit, oscillant entre une approche centrée sur les Palestiniens et une autre focalisée sur l'opposition entre l'Iran et Israël. Bien que la question palestinienne soit cruciale dans le monde arabe et musulman, l'Iran en tire parti pour renforcer sa présence dans les régions sunnites et affirmer sa position contre Israël. Parallèlement, Dr Alterman note que, malgré les critiques, Netanyahu a jusqu'ici réussi ses choix risqués, comme l'assassinat de Nasrallah, renforçant ainsi sa position interne et sa cote de popularité. Néanmoins, il reste dans une situation délicate à l'approche des élections, indiquant qu'un match nul serait une victoire pour lui. Enfin, Natan Sachs et Jon Alterman soulignent l'absence criante d'une stratégie à long terme pour Israël face à des enjeux militaires complexes, où la destruction des capacités de nuire du Hamas semble un objectif très difficile, voire inatteignable quand il s'agit de détruire les capacités militaires

du Hezbollah. D'autant que quelle que soit la perte subie par le Hezbollah, l'Iran finira par reconstruire.

Enfin, Dr El Kurd se montre sévère envers l'administration Biden, lui reprochant de ne pas avoir su tirer les leçons du passé et d'avoir su montrer de l'empathie pour la société israélienne mais manqué d'empathie envers les Palestiniens et les Arabes en général, ce qui nuit à son image dans le Moyen-Orient. Pourtant, Dr Sachs nuance ce jugement, rappelant que la Maison-Blanche a réussi à éviter un conflit régional total, ce qui montre que, malgré une vision parfois floue, certains succès stratégiques ont été obtenus. Dans l'article « Middle East Challenges Will Vex Not Only the First 100 Days, but the First 1,000 », Jon Alterman précise que les États du Moyen-Orient, longtemps au cœur de la stratégie américaine, demeurent incertains face à l'évolution de la politique des États-Unis, notamment en vue de l'élection présidentielle de novembre. Bien que les différences entre les candidats sur les enjeux régionaux, en particulier concernant l'Iran, soient attendues, les contraintes actuelles limitent les marges de manœuvre des États-Unis, quel que soit le résultat de l'élection. La question iranienne reste cruciale, avec des défis liés au programme nucléaire et aux alliances régionales de l'Iran. Certains alliés américains prônent une reprise de la « pression maximale » de l'ère Trump, tandis que d'autres avertissent qu'une politique coercitive pourrait aggraver la menace iranienne. Le conflit au Moyen-Orient ajoute à cette complexité, soulignant une fracture au sein de l'opinion publique américaine sur la politique à mener, et signifiant l'internalisation des enjeux internationaux.

Iris GIGUET

À VENIR

7 novembre : Conférence « Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine », École militaire, amphithéâtre Moore, 10h30-12h.



C'est un reliquat de la guerre civile chinoise (1946-1950) et de la guerre froide : à quelques kilomètres seulement des côtes de la République populaire de Chine, aux portes de la province continentale du Fujian, le drapeau de la République de Chine (Taïwan) flotte encore sur le petit archipel de Kinmen. La lecture de l'ouvrage d'Alexandre Gandil, *Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine* (Karthala) s'impose à qui veut comprendre la question sino-taïwanaise et la menace qu'elle fait peser sur la paix mondiale, en ces temps dangereux. Et aussi à qui veut reprendre à nouveaux frais le rapport de l'État à la nation, dans une perspective comparative.

Alexandre Gandil est docteur associé au Centre de recherches internationales (CERI) de l'IEP de Paris (Sciences Po) et attaché temporaire d'enseignement et recherche (ATER) en études chinoises à l'Université Bordeaux Montaigne. Politiste, spécialiste du monde sinophone, ses travaux portent sur la recomposition des rapports entre État, nation et territoire à travers le détroit de Taïwan.

7 novembre : Colloque international de l'Observatoire de la politique extérieure américaine « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », École militaire, amphithéâtre Des Vallières, 9h30-17h15.



À l'heure de l'élection présidentielle américaine de 2024, le duel entre Donald Trump et Kamala Harris marque un tournant décisif pour la politique étrangère américaine et les ambitions contrariées d'un retour des États-Unis à la primauté. Dans un monde toujours plus fragmenté qui remet en question l'ordre international libéral post-1945, les États-Unis sont tiraillés entre des crises institutionnelles, économiques, culturelles et politiques devenues structurelles tandis que de nouvelles dynamiques de puissance se déploient. Peinant à restaurer le grand récit national au bénéfice des prédicateurs du déclin (Russes ou Chinois) et de la désoccidentalisation du monde, cette élection est marquée par l'internalisation des enjeux internationaux – Ukraine, Gaza. Elle pourrait constituer un moment de bascule stratégique pour les États-Unis vers la transition de puissance, tandis que les questions économiques et migratoires continuent de cristalliser les divisions internes, entre internationalisme et isolationnisme, mondialisation et démondialisation. Trump défend une approche nationaliste et isolationniste, tandis que Harris privilégie l'engagement et le multilatéralisme, deux visions qui reflètent des stratégies profondément opposées quant à la place que les États-Unis devront jouer dans le monde.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les États-Unis doivent réévaluer leur posture stratégique, les termes de leur leadership au sein de l'OTAN, et leur définition de la menace russe. Dans le même temps toute ambition de « Grande Stratégie » américaine à l'échelle globale est façonnée par la centralité de la rivalité avec la Chine et le risque de conflits multi-théâtres. La difficile gestion du conflit israélo-palestinien, depuis octobre 2023, avec des affrontements intenses entre Israël et le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Sud Liban, accentue encore le difficile retour à un multilatéralisme propice à l'exercice de la puissance des États-Unis. Washington se trouve dans une position délicate : soutenir son allié historique tout en essayant de contenir une escalade régionale qui déstabilise une nouvelle fois le Moyen-Orient. La prophétie de la fin de la Grande Stratégie américaine, annoncée depuis Obama, prend tout son sens dans ce contexte et interroge la capacité des États-Unis à pouvoir encore formuler une stratégie cohérente face à de multiples crises et défis multiformes (conflits armés, cyberattaques, guerres commerciales et technologiques) tout en préservant leurs alliances traditionnelles.

Dans cet environnement stratégique contesté, plusieurs questions clés se posent : comment les États-Unis peuvent-ils maintenir une Grande Stratégie cohérente face à la montée de nouvelles puissances et à des conflits de plus en plus complexes, comme en Ukraine ou au Moyen-Orient ? Le leadership américain au sein de l'OTAN est-il encore pertinent face aux ambitions expansionnistes de la Russie ? Et plus largement, comment l'approche de Harris ou celle de Trump, chacune très différente, influencera-t-elle la manière dont les États-Unis envisageront leur rôle dans un monde multipolaire ? D'ailleurs, ces deux visions opposées ne font-elles pas face à une impuissance commune ? Ce colloque se concentrera sur les contraintes internes et externes qui pèsent sur la fabrique d'une politique étrangère adaptée à un ordre international en mutation, et interrogera les dilemmes stratégiques à l'œuvre pour mieux comprendre l'évolution de la puissance américaine après l'élection de 2025.